



PREPARATION DE LA RCA AU MECANISME DE REDD+

Igor TOLA KOGADOU
Coordonnateur REDD+ RCA

Tel: +236 75 55 82 22

Email: tolakogadou@hotmail.com





Vue d'ensemble

- Arrangements nationaux pour la gestion de la préparation
- Consultation et participation
- Évaluation de l'utilisation des terres, de la politique forestière et de la gouvernance
- Options stratégiques de REDD+
- Cadre de mise en œuvre de la REDD+
- Impacts sociaux et environnementaux
- Développement d'un niveau de référence
- Conception d'un système de suivi
- Calendrier et budget : 6 599 000 \$ USD

1.a. Arrangements nationaux pour la gestion de la préparation

CN REDD+ composé de 20 Membres: 6 Gvt et 14 autres secteurs d'activités

Comité National REDD+ (CN REDD+)

Mise en place d'un petit Comité interne de suivi d'utilisation des ressources pro venantes de ce mécanisme au sein du CN.

Recevoir directement les directives du CN pour la mise en oeuvre de la Stratégie nationale REDD+

Elaborer et soumettre pour approbation des propositions d'activités

Recevoir les directives du CN

Arbitrage du CN REDD+ en cas de conflit du CIP REDD+

Assure le suivi de la mise en Oeuvre du programme

Comités inter-préfectoraux REDD+ (CIP REDD+)

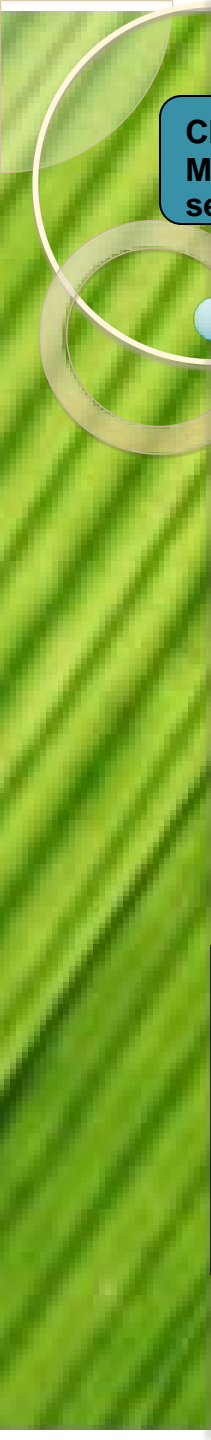
Coordination technique REDD+ (CT REDD+)

CIP REDD+ Nord ↔ CIP REDD+ Sud-Ouest ↔ CIP REDD+ Sud-Est

Cinq Groupes Thématique ↔ Secrétariat Permanent

Communiquer au CT REDD+ les propositions issues de leurs zones

Budget : 1234 K\$US





I b - Consultation et dialogue avec les groupes de partie prenante clés

Durant la phase d'élaboration du R-PP, dix ateliers de consultation ont été tenus et plus de 700 personnes, notamment de la société civile, ont été consultées de différentes manières. L'objectif visé était de recueillir les vues d'un maximum de parties prenantes, afin d'assurer leur engagement à la stratégie nationale REDD+ et préciser le contenu du R-PP.

Le Gouvernement centrafricain s'est buté à des problèmes de financement et de logistique. Cependant, conscient de l'importance de consulter le maximum des Centrafricains pour ce processus, le Gouvernement a prévu de poursuivre les consultations dès l'obtention de financement du FCPF et ce jusqu'en 2014





1 c. Consultation et processus de participation

- Il est prévu de poursuivre les consultations du 4^e trimestre 2011 jusqu'au 2^e trimestre 2014 à travers des entretiens individuels, des ateliers nationaux ou provinciaux, portant sur le R-PP en général ou sur des composantes précises du R-PP.
- Stratégies ont été mise en place afin de bien mener ses consultations futures;

Budget: 273 000 \$US (*à revoir le cas échéant à la hausse : une revue complète du budget est prévue en parallèle de la signature de l'accord de don R-PP*)



2.a. Évaluation de l'utilisation des terres, de la politique forestière et de la gouvernance

- La RCA compte 4,2 millions d'habitants, inégalement répartis sur une superficie de près de 623 000 km² (6,8 hab/km² en moyenne, avec de fortes disparités régionales).
- Le pays comprend 28,3 Mha de forêt, soit près de 45 % de sa superficie. Ces forêts sont à 80 % des forêts de savane et à 20 % des forêts denses.
- De premières hypothèses de travail ont été faites sur les causes sous-jacentes et facteurs directs de pression sur les forêts
- Des études complémentaires devront être menées, puis leurs résultats seront validés/invalidés sur une base objective et de façon consensuelle entre toutes les parties prenantes du processus national REDD+.
- L'impact de l'exploitation industrielle sur les forêts sera notamment analysé

Budget : 321 000 \$US



2.b. Options stratégiques de REDD+

- Quatre options stratégiques ont été retenues, chacune déclinée en plusieurs sous-options, comme suit :
 1. Compléter le dispositif de zonage du territoire,
 2. Améliorer les technologies et rendements agro-sylvo-pastoraux;
 3. Promouvoir la gestion durable des forêts;
 4. Renforcer les institutions et la gouvernance.
- Les sous-options ont été évaluées selon une grille de critères. Elles devront être validées/invalidées à l'issue des études prévues en comp 2a.
- Le développement de la stratégie nationale REDD+ se fera au travers de l'élaboration de feuilles de route pour chacune de ces sous-options, s'appuiera sur les retours d'expériences apportés par des projets pilotes REDD+ et se fera en concertation avec le développement du FLEGT (via mise en réseau des experts centrafricains sur le REDD+ et FLEGT).
- **Budget: 2 640 000 \$US**



2.c. Cadre de mise en œuvre de la REDD+

- La RCA souhaite développer une approche intégrée, participative, effective et efficace, impliquant entièrement et de manière pérenne tous les acteurs concernés, pour mettre en œuvre sa stratégie nationale REDD+.
- Des réformes législatives et réglementaires sont prévues pour améliorer le cadre législatif existant, qui recèle certaines faiblesses, notamment sur les aspects concernant la foncier, la forêt, l'environnement, l'agriculture, l'aménagement du territoire et plus généralement la gouvernance.
- Pour ce faire, il est prévu d'élaborer une loi REDD+. Les aspects fonciers de cette Loi seront élaborés en liaison avec l'actuelle révision du Code domanial et foncier, laquelle devra notamment veiller à assurer une meilleure reconnaissance des droits d'usage et de propriété des peuples autochtones.
- Tous les textes utiles à la société civile seront traduits en Sango
- Enfin, un texte d'application sera pris pour mettre en place un groupe de suivi de gestion du fonds REDD+.
- Une étude analysera les options pour la gestion des ressources de REDD+ le FNE est une des option
- **Budget: 76 000 \$US** (à revoir à la hausse : une revue complète du budget est prévue en parallèle de la signature de l'accord de don R-PP)



2.d. Impacts sociaux et environnementaux

- La mise en œuvre de la stratégie nationale REDD+ : impacts, bénéfiques ou néfastes;
- Il est prévu de procéder à une Evaluation environnementale et sociale stratégique (EESS) dès le démarrage de la mise en œuvre de la R-PP.
- L'EESS et le CGES seront mis en œuvre en conformité avec les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, notamment :
 1. OP 4.01 relative à l'évaluation environnementale ;
 2. OP 4.04 relative aux habitats naturels ;
 3. OP 4.11 relatives à l'héritage culturel ;
 4. OP 4.20 relatives aux populations autochtones et
 5. OP 4.36 relative aux forêts.

Elles s'appuieront aussi sur les Traités et Conventions pertinents ratifiées par la RCA, notamment la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Accord volontaire de partenariat du Processus d'application des réglementations forestières, de la gouvernance et du commerce du bois (AVP-FLEGT)

Budget: 43 000 \$US(*à revoir à la hausse : une revue complète du budget est prévue en parallèle de la signature de l'accord de don R-PP*)



3. Développement d'un niveau de référence

- Nécessité de disposer d'une évaluation des émissions passées de GES et également de données statistiques désagrégées;
- Afin de pallier au manque de données et pouvoir, pour autant, élaborer un niveau de référence crédible, il est proposé de procéder à deux niveaux :
 - Elaboration de quatre niveaux de référence sous nationaux à partir de données ad hoc et avec des modèles simples, afin de pouvoir agréger ces niveaux pour obtenir un niveau national (approche « bottom-up ») ;
 - Essayer, autant que faire se peut, de désagréger les résultats du modèle régional CongoBIOM créé par l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués (IIASA) à l'échelle de la RCA (approche « top-down »).
- Le niveau national finalement retenu serait donc issu de la comparaison des deux niveaux nationaux « bottom-up » et « top-down », après réajustements successifs du niveau « bottom-up ». les étapes de ce travail et son résultat final, le niveau de référence, seront revus par des experts internationaux, comme le prévoit les Décisions des Parties à la Convention climat.

Budget : 944 800 \$US



4. Conception d'un système de suivi

- Il existe des capacités humaines en terme de suivi des stocks de biomasse des forêts du Sud-Ouest. Il faut toutefois des renforcements de capacités pour assurer le MRV national ;
- Les données de biomasse sont partielles et les forêts de savane (80 % des forêts du pays) ne sont pas couvertes
- La situation en terme de suivi des changements d'affectation des terres est semblable (capacités humaines à renforcer, données parcellaires).
- Il est proposé de mettre en place un système de suivi interne et de contrôle externe de la qualité des inventaires, en s'appuyant notamment pour ce dernier aspect sur la mise en place d'un Observateur indépendant dans le cadre de l'APV-FLEGT.
- Il sera également mis en place un système de suivi des autres impacts et bénéfices socio-environnementaux liés à la mise en œuvre de la stratégie REDD+ : Ce système s'appuiera sur l'EESS et le CGES qui seront élaborés dans le cadre de la composante 2d.

- Budget: 1 067 400 \$US



Calendrier et budget

- Le budget total du R-PP s'élève à 6 599 KUSD. Une grande partie du budget (2 640 KUSD, soit 40 % du budget total) a été volontairement allouée à la mise en place de projets pilotes, dans le cadre de la composante 2b.
- Un réajustement du budget sera possible pour intégrer les tous derniers commentaires reçus et accentuer les actions sur certaines composantes jugées sensibles.
- Il est attendu que le FCPF finance 3 600 KUSD, soit près des 2/3 de ce budget. Le Gouvernement pourrait financer 200 KUSD, soit un peu moins de 4 %. La recherche de financement est en cours pour la différence (2 799 KUSD).
- Il est important de souligner que ce RPP a bénéficié d'un Co-financement : Projet: FEM/BM=360 KUSD et Projet BAD/FAO= 250 K€.
- Le calendrier de travail s'étale sur deux ans ½, de décembre 2011 à juin 2014, avec une grande partie des activités à mener au 4ème trimestre 2011.
- Deux Universités d'été afin de renforcement de capacité et de partages d'expériences sont prévues. Ces Université d'été non seulement bénéfiques pour la RCA, mais également pour tous les pays de la sous-Région (les Etats membre de la COMIFAC).



**MERCI POUR VOTRE
ATTENTION !!**

